

EDITORIAL

La publication d'un premier bulletin du GIPRI est une gageure alors que l'avenir de la fondation est loin d'être assuré. Il s'agit d'une ambition ancienne qui ne connaîtra peut-être que ce numéro.

L'information quotidienne des médias est surabondante par la quantité et souvent sommaire par sa brièveté obligée.

La rapidité d'accès à une information qui arrive en ligne directe n'en assure pas nécessairement la qualité. Elle peut même cacher la réalité que l'on croyait apercevoir.

La chute du mur de Berlin est un exemple frappant. L'émotion légitime soulevée par la nouvelle a occulté la réflexion sur ce qui s'en suivrait. L'opinion publique a pu penser que les problèmes étaient résolus et qu'une voie royale s'ouvrait à la paix et à la prospérité dans une Europe élargie et unie. Aujourd'hui, hélas, la frilosité des peuples et surtout celle de leurs gouvernants, la crise économique, les guerres civiles dans les Balkans, le Caucase et ailleurs, démentent cet espoir. En soi, la chute du mur est un épisode qui ne permettait de rien présager, mais dont l'intensité émotionnelle indiquait une rupture survenue après une longue attente. Réduite à ses aspects sensationnels et immédiats, l'information oubliait l'origine de l'événement et omettait les indices qui auraient permis de discerner les chemins divers et parfois contradictoires qui s'ouvraient. C'est ainsi que nombre d'occasions ont été manquées, peut-être délibérément pour certains, mais plus sûrement par étroitesse de vue.

Un autre sommet dans le spectaculaire a été atteint quand photographes et reporters attendaient le débarquement d'une armada chargée d'une mission humanitaire en Somalie. Les images ne renseignaient pas sur les problèmes de ce pays : enjeux politiques, économiques, sociaux et humains.

De même, les indices qui annonçaient le retour d'un conflit qui ne date pas d'hier au Rwanda auraient dû permettre d'en limiter la portée et la violence. L'information ne s'est diffusée qu'avec le début des massacres, et encore, avec timidité, tant les responsabilités extérieures étaient considérables. Elle s'est ensuite déchaînée en images d'exode de populations, plus pitoyables les unes que les autres, sans être dénuées parfois d'un racisme subconscient qui attribue aux machettes primitives un rôle plus important qu'aux mitraillettes, mines et autres engins "civilisés" qui avaient été généreusement distribués par leurs producteurs.

Il se passe beaucoup de choses intéressantes la paix à Genève et dans les grands centres internationaux. Si, avec quelque régularité, le bulletin du GIPRI pouvait apporter une synthèse des événements marquants et indiquer où obtenir les sources d'information plus complètes, il remplirait son but. Les choix seront nécessairement limités, mais ouverts à la discussion.

J. ROTBLAT et PUGWASH, PRIX NOBEL de la PAIX 1995

Le GIPRI s'est grandement réjoui de l'attribution du prix Nobel de la paix au professeur Joseph ROTBLAT et au mouvement PUGWASH.

Ce prix récompense la force morale d'un scientifique qui a eu le courage de démissionner du projet Manhattan¹ lorsque la défaite des nazis et l'assurance qu'ils ne disposaient pas de l'arme atomique ont été avérées. Le professeur ROTBLAT s'est ensuite consacré au succès du mouvement créé en 1957 à l'initiative du philosophe mathématicien Bertrand Russell sur la base du manifeste que ce dernier et Albert Einstein avaient adressé au monde en 1954 devant la montée du péril nu-

cléaire.

La fondation Nobel récompense également les services rendus à l'humanité par le mouvement Pugwash qui tire son nom de la ville de Nouvelle Ecosse où s'est tenue la première réunion de scientifiques de l'Ouest et de l'Est en des temps de pleine confrontation idéologique, à la limite de la guerre ouverte. Il ne s'agissait pas de convaincre l'une ou l'autre partie de la justesse des choix politiques de l'adversaire, mais de déterminer et de faire connaître de part et d'autre du rideau de fer aux responsables politiques les dangers extrêmes posés par les armes modernes et de proposer des voies de résolution des conflits qui ne mettent pas en cause la survie des protagonistes ou même du reste du monde. Certaines ont permis de conclure des traités comme l'interdiction de déployer des systèmes de couverture antimissiles (Traité ABM), la convention sur l'interdiction des armes biologiques et, après de longues préparations la convention d'interdiction des armes chimiques (CWC), etc.. Moins spectaculaires que le téléphone rouge entre la Maison blanche et le Kremlin, une initiative suggérée par Pugwash, mais plus importants ont été et restent les contacts maintenus grâce au langage commun des scientifiques dans l'examen des questions pratiques.

Le jury du prix Nobel a cédé à la tentation de lier ouvertement son choix aux derniers essais nucléaires français et chinois. Il faut cependant remercier le gouvernement français d'avoir contribué à rappeler au monde que le danger nucléaire n'a pas disparu avec la guerre froide, malgré la promesse d'un traité d'arrêt complet des essais qui conforte l'ensemble des pays nucléaires dans leur priviège sans annoncer la fin des menaces.

¹ Nom de code du projet de bombe atomique durant la deuxième guerre mondiale

LA PAIX EN 1995

La guerre froide est officiellement terminée. L'affrontement de deux blocs surarmés s'est conclu par la liquidation de l'URSS sans appel à la violence des armes. Tout serait donc pour le mieux dans le meilleur des mondes si l'effondrement des sociétés à l'est ne s'y accompagnait de la désintégration du tissu social, si la crise économique, qui se manifeste aussi à l'ouest, ne menaçait pas également l'équilibre social des pays industrialisés et si, à

l'exception de quelques pays asiatiques, le sous-développement ne s'amplifiait pas partout dans le Tiers-Monde. L'appauvrissement de la plupart des pays dits en voie de développement accroît l'instabilité d'un monde qui cherche en vain son chemin et de nouvelles structures. Tout se passe comme si la fin, à première vue heureuse, du conflit des superpuissances ne faisait qu'exacerber de nouveaux problèmes susceptibles de provoquer des conflagrations toujours plus cruelles et meurtrières. Optimiste ou pessimiste, peu importe la vision; l'important est de tenter de saisir l'événement.

Institut International de recherches pour la paix à Genève (GIPRI)

Président d'honneur : A. Bérenstein
Bureau de la Fondation : J.P. Stroot (prés.),
J. Goldblat, G. Harigel

Chemin Pré-du-Couvent, 5A
1224 Chêne-Bougeries, Suisse
Tél. : (+41-22) 310 10 32
C.C.P. : CH-12-4103-5.
Prix au numéro : 5 francs

Les opinions exprimées dans ce bulletin
n'engagent que leurs auteurs.

nement.

Hier comme aujourd'hui, les sociétés qui évaluent le mieux, - ou le moins mal, - leur situation, leurs problèmes et leur potentiel de développement, augmentent leurs chances de survie, sinon de prospérité. Encore faut-il avoir les moyens modernes de procéder à de telles évaluations ou même seulement d'y avoir accès.

Ce qui est aujourd'hui très nouveau, c'est la globalisation des problèmes du monde, résultat de la maîtrise d'un ensemble impressionnant de savoirs et de techniques qui donnent à ceux qui les détiennent des pouvoirs considérables, qui peuvent être exercés pour le bonheur comme pour le malheur de tous : ce qui affecte l'un touche tous les autres. Les pressions extérieures, légitimes ou non, ne laissent qu'une marge de manoeuvre étroite aux gouvernements des nations. L'évolution vers un contrôle transnational de fait des économies limite la gestion sociale et politique des pays et peut devenir source de conflit majeur. De même que, dans un pays, il peut exister une frange de population marginalisée qui ne met pas en péril son équilibre global, certaines nations peuvent être tenues en dehors de la richesse et de la modernité sans bouleverser l'ordre du monde. Le drame n'affecte que les exclus. La perte ou l'absence de repères internes communs qui déchire les sociétés appauvries est source de tragédies. Guerres civiles et régionales en sont l'expression visible. Même en faisant preuve du plus grand cynisme, elles ne peuvent être ignorées car le feu allumé risque de se propager partout.

D'autre part, la globalisation s'est accompagnée d'une augmentation inimaginable de la puissance destructrice des armements modernes. Celle-ci interdit la guerre comme moyen de règlement des conflits entre les détenteurs des nouvelles technologies. Ce ne seraient plus seulement les armées, mais en priorité les civils et les biens qui en seraient les victimes. Et le mouvement vers une sophistication plus grande n'est pas prêt de s'arrêter.

Les armes de génocide : atomiques, bactériologiques et chimiques (ABC) ne sont pas seules en cause. Le développement des armes classiques *change la nature des guerres*, tant par l'intensité des destructions que par la logistique liée à l'observation, la communication, la télécommande, etc.

Il ne s'agit pas de sombrer dans un pessimisme négateur. L'humanité s'est tirée d'autres crises. Toutefois, répétons le, la dimension globale de celle-ci exige une attention particulière dans l'étude des conflits et de leur origine, la recherche d'une méthodologie appropriée à la dimension pluridisciplinaire de ce domaine. Elle exige aussi la participation du plus grand nombre, c'est à dire une démocratisation plus profonde qui ne peut exister qu'avec et par des citoyens informés. Celle-ci dépend pour une large part de l'éducation, du mode d'apprentissage. Lorsqu'une société ap-

prend à ses enfants l'usage du fusil avant celui de l'écriture, quels que soient ses motifs, elle se condamne et condamne les autres.

Les conséquences de la globalisation touchent aussi bien le mode de vie que les valeurs créées par les différentes sociétés. Les questions qui se posent sont d'une grande variété. Y a-t-il des valeurs universelles ? Qui peut prétendre les détenir ? Qu'est-ce qu'un conflit ethnique ? religieux ? Comment renforcer et développer le droit international ? Comment en assurer le respect ? Il faut voir au delà des questions de sécurité qui concernent la prévention à court terme ou l'extinction des incendies déclarés.

Si ceux qui détiennent la maîtrise et les pouvoirs de la modernité n'ouvrent pas celle-ci au plus grand nombre de peuples, ils attiseront les nationalismes générateurs de ruptures violentes. Les obstacles sont de taille, mais une telle ouverture est le prix de la paix, sinon de la survie..

L'ambition du GIPRI est d'apporter sa pierre à cette tâche. Il lui reste à en trouver les moyens.

LA PAIX EN L'ANNEE DU CINQUANTENAIRE DE L'ONU

*Neuvième session du cours d'été du
GIPRI*

Monsieur Vladimir Petrovsky, Directeur général de l'Office Européen de l'Organisation des Nations Unies et Secrétaire général de la Conférence du Désarmement, a donné le lundi 21 août 1995, la leçon inaugurale de la neuvième session du cours d'été du GIPRI en présence de personnalités genevoises et internationales, dans les locaux UNIMAIL de l'Université de Genève.

Monsieur Petrovsky a brossé, à l'intention des participants, un tableau complet des nouvelles perspectives du désarmement. Il a souligné à la fois les aspects encourageants des négociations multilatérales qui se tiennent à Genève et le long chemin qu'il reste à parcourir pour atteindre le niveau de sécurité auquel le monde aspire. Pragmatique, il propose cependant de ne rien brusquer pour ne pas gripper les processus en cours et de viser à la régulation des armes avant de passer à l'étape plus lointaine et plus complexe d'un désarmement plus large "que notre civilisation globale n'est pas encore prête à réaliser". Dans un tel cadre, les accords déjà signés, comme, entre autres, celui de Non-Prolifération Nucléaire et la convention des armes chimiques, ont une grande importance. D'autres sont en préparation. Il est permis d'espérer la conclusion d'un vrai traité d'arrêt des essais nucléaires, quels qu'ils soient (CTBT) et, ensuite, la fin de la production de matières fissiles pour les armes nucléaires.

Monsieur Petrovsky a également insis-

té sur le rôle de centre de réflexion joué par des institutions pluridisciplinaires de recherche et d'enseignement tels le GIPRI.

Depuis sa création, le cours d'été annuel du GIPRI a été suivi par des étudiants francophones de plus de 55 pays. Ce cycle est organisé en association avec l'UNIDIR (Institut des Nations Unies pour la Recherche sur le Désarmement) avec l'appui de l'Université de Genève et de la Ville de Genève.

HIROSHIMA ET LE CINQUANTENAIRE DE LA BOMBE

L'impression première du visiteur d'Hiroshima en août 1995 est celle d'une ville riche, active, nouvelle et orientée vers une vie économique forte. Sa population a plus que doublé par rapport à celle qu'elle connaissait en août 1945 et ce malgré la saignée qu'elle a subie le 6 août de cette année. S'il s'en tient là, le visiteur pourra penser que la vie est plus forte que tout artefact destiné à la détruire et se dire qu'après tout la bombe n'aura été qu'une péripétie, certes coûteuse en vies humaines, mais utile pour mettre fin à une guerre au cours de laquelle la pitié pour les civils n'a guère eu cours. D'une certaine façon il la légitime, comme le fait encore aujourd'hui une majorité des américains.

Cependant la bombe est présente partout et hante les esprits. Le parc central, qui contient le musée historique, les restes d'un bâtiment et un mémorial qui accueille les commémorations, reçoit chaque année la visite de centaines de milliers de Japonais, principalement des jeunes d'âge scolaire, et de dizaines de milliers d'étrangers, sans jamais donner dans le côté foire commerciale que revêtent tant de lieux touristiques.

Cela se comprend, car la bombe atomique n'est pas un instrument de guerre que l'on peut banaliser, malgré les efforts qui ont été faits dans ce but pendant toute la guerre froide et qui se manifestent aujourd'hui encore dans la volonté des pays dits nucléaires de maintenir ces armes dans leur doctrine militaire. Les grandes villes japonaises, comme Tokyo, Nagoya, etc. ont été pratiquement rasées et leurs habitants décimés par des bombardements aériens classiques, incendiaires et à souffle, sans que personne ne songe à commémorer ces événements. La visite du musée montre la dimension de l'horreur immédiate mais surtout celle de l'horreur différée résultant de l'usage de la bombe atomique. Elle permet de mesurer à petite échelle la catastrophe que représenteraient des échanges étendus au cours d'un conflit nucléaire et de réaliser qu'avec les armes disponibles dans les arsenaux, dont la puissance destructrice est trente à cent fois supérieure à celle qui a détruit Hiroshima, il est loin d'être certain que la vie pourrait reprendre et triompher à nouveau comme

elle l'a fait ici.

Ceci a été compris très vite par les états-majors et les pouvoirs politiques dans tous les pays du monde. Il est d'autant plus aberrant qu'à la fin de la confrontation directe entre les deux grands blocs, les pays nucléaires refusent de se séparer de leurs arsenaux. Certes, les Etats-Unis et la Russie ont diminué le nombre de leurs "têtes" atomiques de manière significative. Chaque année les deux côtés éliminent plus de 2.000 d'entre elles, mais les arsenaux avaient atteint un tel degré de décence que ce qui reste dépasse encore toute mesure. Des accords ont été conclus, START I et II, mais ce dernier n'a pas été ratifié par les deux parlements concernés et il n'est plus certain aujourd'hui qu'il puisse l'être ! En tout état de cause il resterait en 2003 plus de 20.000 têtes, distribuées en majorité entre Etats-Unis et Russie et en moindre mesure entre Chine, France et Grande Bretagne. C'est dire que, à court et moyen terme, le risque nucléaire reste bien présent.

Le public japonais le sait et en entretient la connaissance chez les jeunes. Cette perception tend par contre à s'estomper ailleurs. Le problème nucléaire paraît résolu à beaucoup par la simple annonce de la conclusion des traités bilatéraux déjà cités. De plus il y a quelques mois la quasi totalité des nations du monde ont signé la prorogation sans limite de temps du traité de non-prolifération nucléaire (TNP), c'est à dire que tous les pays signataires s'engagent à ne jamais se doter d'armes nucléaires et, s'ils en possèdent déjà - ce sont les cinq membres majeurs du Conseil de sécurité de l'ONU - à arrêter toute course à ces armements et à tendre de bonne foi au désarmement nucléaire généralisé.

L'annonce de la reprise des essais nucléaires français dans le Pacifique, après un essai chinois suivant immédiatement la prorogation du TNP, est ressentie par nombre de signataires de ce traité comme une trahison. Aussi arrogante, inutile et politiquement maladroite soit-elle, elle ne fait cependant que reprendre de manière caricaturale ce qui est la position réelle de l'ensemble des pays nucléaires. Cette décision s'accompagne de la promesse de signer un traité d'arrêt total des essais à la mi-1996. Ce nouveau traité, CTBT (Comprehensive Test Ban Treaty), en discussion à la Conférence du Désarmement à Ge-

nève, devrait à tout jamais exclure la possibilité pour un pays quelconque de procéder à des essais de quelle nature que ce soit.

Avant la déclaration récente de la France, poussée par les réactions hostiles à sa décision de reprise limitée des essais, par laquelle elle s'engage à signer un CTBT qui ne permette aucun essai quelconque et le ralliement du président des USA, les pays nucléaires avaient l'intention de limiter l'interdiction aux essais qui entraînent une réaction nucléaire en chaîne. C'était une position très hypocrite, car une telle formulation n'aurait pas interdit de tester des assemblages de matériau fissile, qui dégageraient bien de l'énergie, mais sans que sémantiquement cette réaction soit considérée comme explosive. L'énergie autorisée aurait pu atteindre l'équivalent de 500 tonnes de TNT, l'explosif chimique qui sert de point de comparaison ! Pour mémoire les bombes classiques les plus puissantes de la dernière guerre avaient un pouvoir explosif d'une tonne ! C'est dire qu'un traité conclu dans de telles conditions aurait permis à ces puissances de maintenir et de continuer officiellement à développer leurs arsenaux ! Il faut ajouter qu'avec ou sans l'option zéro du CTBT, qui doit encore être négociée, tant la France que les USA possèdent ou ont en chantier des installationsⁱⁱ qui leur permettront ouvertement de veiller à la maintenance à long terme de leurs arsenaux et, accessoirement (?), de poursuivre l'étude quantitative des processus physiques qui accompagnent les explosions nucléairesⁱⁱⁱ.

Tout indique donc que les pays nucléaires ne semblent avoir nulle intention de respecter, même à long terme, les engagements que leur impose l'article VI^{iv} du TNP !

Le danger est que, découragés par la mauvaise foi des pays nucléaires, un jour, des états, engagés dans des conflits qu'ils ne maîtrisent pas, se dégagent du TNP, comme le droit leur en est reconnu sous préavis de trois mois, et entament leur propre programme d'armement nucléaire.

A ce danger s'ajoute celui de l'accident entre deux puissances nucléaires, accident auquel le monde a échappé avec beaucoup de chance au cours de la guerre froide et dont la menace n'est hélas pas disparue, et encore celui de la mainmise sur des armes existantes par un groupe terroriste contre

lités.

En tant que directeur de la division théorique à Los Alamos, j'ai participé au plus haut niveau au projet Manhattan de la seconde guerre mondiale qui a produit les premières armes atomiques.

Maintenant, à l'âge de 88 ans, je suis l'un des rares responsables survivants. Regardant rétrospectivement le demi-siècle écoulé depuis, je ressens le plus intense soulagement du fait que ces armes n'aient pas été utilisées depuis la seconde guerre mondiale,

lequel il n'y a guère de réplique possible. Tout indique donc que la sécurité de la planète dépend du démantèlement le plus rapide des arsenaux nucléaires et ceci n'est pas opinion de pacifiste, comme aiment à la tourner en dérision les propagandistes nucléaires, mais de bon sens et de désir de survie.

Si encore ces armes pouvaient servir à quelque but qui souffrirait de la comparaison avec les périls encourus et auxquels elles sont censées remédier par la dissuasion, mais hélas, elles ne servent qu'une fausse idée tragiquement puérile de la grandeur et de la puissance des nations. Elles font peur à tout le monde, mais ne se font paradoxalement craindre par personne et n'ont ainsi strictement aucune utilité militaire.

Il faut sans doute remercier Monsieur Chirac, car sa décision, si malheureuse sur le plan politique, aura peut-être le mérite de rouvrir le débat auprès du grand public qui croyait à tort que la boîte de Pandore nucléaire était refermée.

J.P. Stroot

ⁱⁱ Le département américain de l'énergie (DoE) prépare un programme intitulé " Science Based Stockpile Stewardship program (SBSS)" destiné à "maintenir la confiance dans la sécurité et la fiabilité de la dissuasion nucléaire dans un régime d'arrêt total des essais et de conserver l'expertise technique dans les programmes de défense et les laboratoires d'armement nécessaire pour évaluer les menaces potentielles des nations proliférantes et pour développer les ripostes techniques éventuelles." Ce programme "peut être cohérent avec les buts de large non-prolifération des Etats Unis". Il doit être mené de façon à ne pas apparaître comme "un moyen pour les USA de renforcer ses propres armes nucléaires par de nouveaux types en vues de nouvelles missions". Rapport Jason JSR-94-345 (novembre 1994).

La France poursuit des buts similaires au Laboratoire de Limeil (région parisienne).

ⁱⁱⁱ Le groupe Jason, qui rassemble d'éminents physiciens américains et qui est très vraisemblablement à la base de la décision récente du président Clinton, introduit déjà la clause d'intérêt supérieur de la nation, reprise par celui-ci, en cas de nécessité (?) de tests sous régime du CTBT !

^{iv} L'article VI stipule que les pays nucléaires s'engagent de bonne foi dans le processus du désarmement nucléaire.

mêlé à l'horreur que des dizaines de milliers de telles armes aient été construites depuis - cent fois plus qu'aucun de nous à Los Alamos n'aurait jamais pu l'imaginer.

Aujourd'hui, nous nous trouvons dans une période de désarmement et de démantèlement des armes nucléaires. Mais, dans quelques pays, le développement des armes nucléaires continue. Si et quand les diverses nations du monde pourront-elles se mettre d'accord pour arrêter ceci est incertain. Mais les scientifiques comme individus peuvent en-

APPEL AUX SCIENTIFIQUES DU MONDE

Le professeur Hans Bethe, prix Nobel de Physique, a adressé la lettre suivante aux scientifiques du monde entier à l'occasion du cinquantième anniversaire de la fin de la deuxième guerre mondiale. Il nous a paru particulièrement opportun de communiquer ce témoignage émouvant d'un scientifique qui a, en tous temps, pris clairement ses responsabi-

core influencer ce processus en refusant leur savoir-faire.

En conséquence, je demande à tous les scientifiques dans tous les pays de cesser et de renoncer à leur travail de création, de perfectionnement et de fabrication d'armes nucléaires et, d'ailleurs, d'autres armes de destruction massive comme les armes chimiques et biologiques.

Hans A. Bethe

REUNION DE VIENNE SUR LES ARMES CLASSIQUES

Une conférence sur les armes classi-

Arms Control : a Guide to Negotiations and Agreements,

Jozef Goldblat (Sage Publications, Londres, 1994)

SIPRI Yearbook 1995 :

Armaments, Disarmament and International Security

(Oxford University Press)

Ces deux très gros livres sont des références indispensables pour quiconque étudie les processus de négociation et de contrôle des

(Les documents peuvent être consultés au siège du GIPRI - Prendre rendez-vous).

Le débat stratégique, n° 22, Septembre 1995 (Lettre d'informaticien du Centre Interdisciplinaire de Recherches sur la Paix et d'Etudes Stratégiques - CIRPES, Paris).

Nuclear Proliferation News, n° 35, 26 October 1995.

Indefinite Extension of the Non-Proliferation Treaty : Risks and Reckonings, R.Johnson, Acronym n° 7, September 1995.

Comprehensive Test Ban Treaty : Now or Never, Acronym n° 8, October 1995.

Newsbrief, Programme for Promoting Nuclear Non-Proliferation, n° 31, 3rd quarter 1995.

International Peace Keeping News, vol. 1, n° 11, 1995, University of Bradford (UK).

Basic Reports, n° 47, October 1995, British American Security Information Council.

Répression des crimes de guerre, Espoir ou Utopie ?, O. Lanotte, Les dossiers du GRIP (Institut Européen de Recherche et d'Information sur la Paix, Bruxelles)

L'Afrique subsaharienne en transition, F. Houart et R. Coolsaet, Les dossiers du GRIP (Institut Européen de Recherche et d'Information sur la Paix, Bruxelles)

Pugwash Newsletter vol 32, 1994-95
International Peace Research Newslet-

ques s'est tenue à Vienne du 25 au 30 septembre. Son but était de réviser la portée de la convention de Genève de 1980 sur les armes dites inhumaines (!). Elle a connu un succès partiel en ce qui concerne l'élimination des armes aveuglantes antipersonnel à laser. Elle a malheureusement connu un échec cuisant au sujet de la mise hors la loi des mines antipersonnel. Elle a été ajournée en décembre à Genève en cette cause, mais que peut-on espérer ? Le prochain bulletin reviendra sur cette question particulièrement pénible.

LEGITIMITE DES ARMES NUCLEAIRES

NOTES DE LECTURE

armes dans un monde en état de surarmement.

L'annuaire du SIPRI reste la somme qui fait autorité dans les domaines de la production et du commerce mondial des armes, des dépenses militaires, des arsenaux tant des armes de destruction massive que classiques et des transferts de technologie à usage militaire. L'édition de cette année poursuit l'extension des études aux conflits armés ouverts et aux questions brûlantes de sécurité régionale. La qualité de ses collaborateurs permanents ou occasionnels assure une information fiable qui

DOCUMENTS REÇENTS

ter (IPRA), vol. 23, n° 1, 1995

Recent documents of US ACDA
(Arms Control and Disarmament Agency-
Washington)

Geokultur : Wirklichkeit oder Fiktion?,
D. Senghaas, Fondation Suisse pour la Paix,
Berne, Avril 1995.

Epreuve éliminatoire sur fond ethnique et écologique. L'exemple du Rwanda, G. Bächler, Fondation Suisse pour la Paix, Berne, Juin 1995.

OSCE & Security in Russia and the CIS..., M. Lucas and O. Mietsch, Fondation Suisse pour la Paix, Berne, Juillet 1995.

Sicherheit '95, K.W. Haltiner, Ecole militaire supérieure, Zürich, cahier n° 1/1995.

Environmental degradation in Kenya as a cause of political conflict, social stress and ethnic tension, C.I.Lang, ENCOP (Environment and Conflicts Projects - ETH, Zürich and SPF, Berne) Jan. 1995.

Water disputes in the Jordan Basin region and their role in the resolution of the Arab-Israeli conflict, S. Libiszewski, ENCOP (Environment and Conflicts Projects - ETH, Zürich and SPF, Berne) August 1995.

Environment crisis : Regional conflicts and ways of cooperation, Int. Conf. Ascona (Oct. 1994), K.R. Spillmann and G.Bächler (ed.), ENCOP (Environment and Conflicts Projects - ETH, Zürich and SPF, Berne) Sept. 1995.

QUNO Reporter, vol. 14, n° 3, 1995,

Après avoir débouté la Nouvelle Zélande dans son action contre les essais français dans le Pacifique pour des raisons principalement de forme, le tribunal international de La Haye commence ses auditions suite aux demandes successives de consultation faites par l'assemblée générale de l'OMS en 1993 et par celle de l'ONU en 1994. Il devra ensuite statuer sur la légitimité de l'utilisation et de la menace d'utilisation des armes nucléaires.

La décision est très attendue. Elle ne peut pas remplacer les accords multilatéraux de désarmement, mais, positive, elle leur donnerait un sérieux coup d'accélérateur.

sert utilement de base à la réflexion sur les problèmes contemporains.

Le livre majeur de Jozef Goldblat est une contribution encyclopédique irremplaçable car elle réunit la totalité des textes des accords existants. Leur pratique assidue au cours des dernières décennies permet à l'esprit de synthèse de Jozef Goldblat de présenter au lecteur, dans une série de chapitres introductifs, une analyse pénétrante des mécanismes de négociation, de leurs succès et de leurs échecs.

Le monde se rassure !

Le porte-parole du président Eltsine, victime d'une crise cardiaque, annonce que le bouton du feu nucléaire accompagne le président dans sa chambre d'hôpital.

Quaker United Nations Office.

Bulletin of Atomic Scientists, September-October 1995.

1995 Review and Extension conference of the Parties to the Treaty on the Non-proliferation of Nuclear Weapons, final documents, UN New York, 1995

Collection des *documents de la Conférence du Désarmement*, UN, Genève

The Soviet Nuclear Weapon Legacy, M.De Andreis et F. Calogero, SIPRI research report n° 10, 1995

Publications du GIPRI

Dernières parutions (disponibles au GIPRI) :

Les grands problèmes de la paix, Cycle de cours 90-92, Genève 1994;

Vérification after the Cold War, J. Altmann, T. Stock, J.P. Stroot; ed., VU University Press, Amsterdam, 1994.

Les publications et d'autres plus anciennes peuvent être commandées par courrier au GIPRI, qui sera par ailleurs heureux de re-

cevoir les *lettres et contributions éventuelles*
de ses lecteurs.